

7 Jours

Filpac CGT

N°94- 20-6-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Assuré du contrôle de médias qui passent du service après-vente de Le Pen à la haine de la grève des cheminots SNCF, le gouvernement arrive avec sa Conférence sociale dont le but est : « **Embrassons-nous pour l'amour de l'austérité** » ! Et ils appellent « réforme » ce qui n'est que destruction au nom du libéralisme. Outre le Pacte d'austérité, cette Conférence de juillet entame le démantèlement de la Sécurité sociale par l'accélération des exonérations des employeurs. **A la Conférence sociale, c'est Gattaz qui conduit le bal. La CGT ne dansera pas avec lui.**

Leur Conférence sociale s'appelle austérité

Assurons le succès du 26 juin contre l'austérité et l'extrême droite qui s'en nourrit

Le 7 juillet, les syndicats sont priés d'entrer dans un cabinet à huis clos avec Hollande et le Medef pour bavarder sur le Pacte d'austérité dont les termes sont arrêtés par le gouvernement et votés dans la loi de finance rectificative par le Parlement en juin. Ils appellent ça « Conférence sociale »... En fait, elle est réglée comme du papier à musique par Valls, Gattaz et Berger.

Dialogue social ? Mais Valls, c'est la stratégie du choc !

Que peut être cette « Conférence » sinon une farce, quand le gouvernement signe avec le groupe Sequana et les banques la fin des usines ArjoWiggins France, laisse filer la destruction des Papeteries de Condat, de Docelles-UPM, et de Stora Enso Corbehem ? Quel « dialogue social », quand l'argent des aides publiques à la presse met en selle l'escroc Bernard Tapie, laisse filer en Suisse l'émigré fiscal Hersant, et fournit de l'argent de poche aux Bouygues, Dassault Bernard Arnault, Crédit Mutuel et autre Crédit Agricole pour procéder aux concentrations des quotidiens et magazines sous couvert du numérique ?

Comment parler de « dialogue social » dans une Conférence nationale quand le gouvernement Hollande-Valls s'est transformé en état major antigrevé, contre un mouvement des Cheminots en défense du service public contre une loi qui prépare la privatisation préconisée par une Union européenne rejetée par les élections européennes ?

Le seul « spectacle vivant » serait cette Conférence, alors que les Intermittents du Spectacle luttent contre un accord CFDT CFTC FO Medef Gouvernement qui mutile l'indemnisation chômage ?

Le bilan des deux premières Conférences est un désastre social et une victoire libérale

Les deux premières conférences sociales ont déjà nommé « réforme » ce qui n'est que destruction libérale. Le gouvernement a choisi son syndicat, la CFDT, son orientation, celle du Medef. Les accords qui sont sortis des deux conférences sociales passées sont des armes contre les salariés :

- l'ANI flexisécurité a encouragé les licenciements en détruisant des pans entiers du Code du Travail,
- l'ANI Formation professionnelle a divisé par deux son budget tout en livrant une partie du financement des syndicats aux directions d'entreprises,
- l'ANI Unedic, outre les dégâts chez les Intermittents, évite la moindre solution contre le chômage.

L'alternative à l'austérité, la voilà : ce que la Filpac CGT revendique le 26 Juin

Ce que nous revendiquons pour l'immédiat :

- Arrêt du Pacte d'austérité qui nous entraîne vers le coma social ;
- Gel des destructions d'entreprises et des plans dits sociaux ;
- Allouer à la Sécurité sociale un budget renforcé par une forte ponction sur les dividendes et l'évasion fiscale ;
- En finir avec les exonérations en tout genre dont les patrons bénéficient ;
- Relever le SMIC au niveau requis par les besoins du salarié, au moins 1 700 euros net.

Construire l'avenir social :

- Annuler la dette versée aux banques privées, et les placer sous contrôle des pouvoirs publics.
- En finir avec l'obligation pour l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers privés.
- User du droit de préemption et nationaliser les entreprises et les emplois menacés.
- Prendre les initiatives industrielles publiques pour mettre en chantier des travaux utiles socialement : équipements collectifs, logements, hôpitaux, crèches, écoles.